



20
MARS
2017

Société Anonyme au capital de 289.462,50 euros
Réparti en 2.894.625 actions de 0,10 euro de valeur nominale chacune

Siège social : 720, rue Louis Lépine
34 000 Montpellier
425 014 180 RCS Montpellier

RAPPORT SEMESTRIEL AU 31 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

1. RAPPORT D'ACTIVITE.....	3
COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE DE LA PERIODE	3
FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE	4
EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	4
PERSPECTIVES.....	4
2. ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2016	5
2.1 BILAN ACTIF.....	6
2.2 BILAN PASSIF	7
2.3 COMPTE DE RESULTAT	8
2.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	9
2.5 ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS.....	10
2.5.1 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	10
2.5.2 NOTES RELATIVES AU BILAN	14
2.5.3 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	18
2.5.4 ENGAGEMENTS HORS BILAN	19
2.5.5 FILIALES ET PARTICIPATIONS	19

1. RAPPORT D'ACTIVITE

Commentaires sur l'activité de la période

Une croissance toujours dynamique et génératrice de marge

CA = 3.614 k€ (+22,8%)

Marge brute avant sous-traitance = 2.749 k€ (+27%)

L'augmentation du chiffre d'affaires est largement portée par le développement de l'activité export qui augmente de plus de +50% et représente désormais près de 60% de l'activité globale.

L'Amérique du Nord, où les revenus ont quasiment doublé (+95%), reste la zone la plus dynamique grâce notamment à l'activité générée par le contrat de distribution avec Thermo Fisher Scientific, et au développement de nouvelles opportunités commerciales. Cette forte progression conforte la société dans la stratégie mise en place et les efforts commerciaux consentis sur cette zone, à travers le développement de sa filiale basée dans le New Jersey.

La zone Asie-Pacifique est également en forte croissance (+47%) portée par l'accélération des ventes indirectes auprès des partenaires historiques et par la signature de quatre nouveaux accords de distribution, à Taiwan, à Singapour et en Australie. Ces nouveaux distributeurs de premier plan viennent renforcer la force de frappe d'Oceasoftware sur cette région stratégique.

La croissance de l'activité sur la zone EMEA (+5%) et la zone France (-2,7%) marque le pas du fait du ralentissement des commandes dans le secteur hospitalier et des ajustements opérés sur la force de vente. Une accélération de l'activité est attendue au 2nd semestre sur cette région au regard des accords de distribution récemment signés, des nouvelles opportunités identifiées et des actions correctives menées.

Ce niveau de croissance, bien qu'élevé, reste en-deçà du potentiel et des objectifs d'Oceasoftware alors que la société a poursuivi sa politique ambitieuse de R&D et de renforcement de sa force commerciale démarrée au cours de l'exercice précédent 2015-2016.

Un EBITDA toujours dégradé par un plan de charge en avance sur la croissance

3/19

Le plan de recrutement annoncé lors de l'IPO et visant principalement au renforcement des équipes commerciales et de R&D est à présent terminé. L'impact de ces recrutements sur la masse salariale, l'effectif au 31 décembre 2016 atteint 73 personnes contre 59 personnes au 31 décembre 2015, continue de peser sur la profitabilité de la société en dépit de la capitalisation partielle des frais de R&D.

Les charges d'exploitation hors amortissements et retraitées de la capitalisation des frais de R&D ressortent ainsi à 3.230 k€ en augmentation de 28,4% pour un EBITDA avant prise en compte du CIR de -423 k€ contre -279 k€ au 31 décembre 2015.

Après prise en compte des amortissements, des charges financières et du crédit d'impôt recherche le résultat net ressort à -572 k€ pour la période contre -480 k€ pour le premier semestre de l'exercice 2015/2016.

Faits marquants de la période

La période est essentiellement marquée par la finalisation du plan de recrutement lancé courant 2015, notamment sur les équipes commerce et R&D. Un nouveau Directeur Juridique et Financier a également rejoint la société en début d'exercice.

Au regard du niveau de trésorerie dont dispose la société, le contrat d'affacturage précédemment mis en place pour financer le BFR a été stoppé avec le double objectif de diminuer les frais financiers et d'internaliser le processus de relances afin de gagner en efficacité et en satisfaction client.

La procédure de vérification engagée par l'administration fiscale en décembre 2015 au titre des exercices clos au 30 juin 2013, 30 juin 2014 et 30 juin 2015 (postérieurement étendue jusqu'au 31 octobre 2015 en matière de TVA) s'est terminée en date du 8 juillet 2016.

L'unique point de rectification proposé par l'administration concerne la non éligibilité au Crédit Impôt Recherche d'un projet de R&D réalisé en 2012 et imputé sur l'IS de l'exercice clos le 30 juin 2013. L'ensemble des impacts financiers liés à cette vérification était comptabilisé au 30 juin 2016. Après cette correction, plus aucun litige n'existe entre la société et l'administration sur le Crédit Impôt Recherche dont l'ensemble des déclarations a fait l'objet d'une vérification jusqu'à l'année civile 2014 incluse.

Postérieurement à cette vérification, l'administration a débloqué le remboursement des CIR 2011 et 2014 qui étaient pendants.

Evènements postérieurs à la clôture

Oceasoft a signé au mois de janvier 2017 un contrat significatif avec un géant pharmaceutique américain spécialisé dans le développement de molécules issues des biotechnologies.

L'objet principal de ce contrat est de fournir à ce laboratoire des capteurs de température à usage unique de type Phoenix™, destinés à être placés directement dans les boîtes de médicaments.

Un certain nombre de prestations de développement connexes au contrat ont été réalisées en amont de la signature et ont généré du chiffre d'affaires sur la période pour près de 200 k€.

4/19

Perspectives

La signature de ce contrat et les nouvelles opportunités commerciales identifiées devraient permettre à Oceasoft de poursuivre l'accélération de sa croissance à court et moyen terme l'objectif étant le retour à une rentabilité positive au cours du prochain exercice.

2. ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2016

Préambule

Oceasoft bénéficie de droit de l'exemption dite des « petits groupes » visée aux articles L233-17 et R233-16 du Code de Commerce aux termes desquels les sociétés tenues en principe de présenter des comptes consolidés sont exemptées de l'obligation d'établir et de publier de tels comptes et d'établir un rapport sur ces comptes lorsque l'ensemble constitué par la société et les entreprises qu'elle contrôle ne dépasse pas, pendant deux exercices successifs, sur la base des derniers comptes annuels arrêtés, deux des trois seuils suivants :

- Total du bilan : 24.000.000 euros
- Montant net du chiffre d'affaires : 48.000.000 euros
- Effectif : 250 salariés

Les états financiers présentés ci-après correspondent ainsi aux comptes sociaux d'Oceasoft établit selon les normes françaises.

2.1 BILAN ACTIF

(montants exprimés en euros)	Brut au 31/12/2016	Amort. et dépréciations	Net au 31/12/2016	Net au 31/12/2015	Net au 30/06/2016	Variation 31/12/16 - 30/06/16	
						Abs	%
Frais d'établissement							
Frais de recherche et de développement	2 385 558	1 501 433	884 125	524 618	409 144	474 981	
Concessions, brevets et droits assimilés	412 387	266 306	146 081	187 392	177 838	-31 757	
Fonds commercial	39 907	0	39 907	39 907	39 907	0	
Immobilisations incorporelles en cours	379 294	0	379 294	365 990	593 297	-214 002	
Immobilisations incorporelles	3 217 146	1 767 739	1 449 407	1 117 907	1 220 185	229 222	19%
Installations techniques, matériel et outillage	297 029	205 253	91 776	100 960	102 821	-11 044	
Autres immobilisations corporelles	362 545	143 516	219 029	253 170	239 103	-20 074	
Immobilisations corporelles	659 574	348 768	310 806	354 130	341 924	-31 118	-9%
Participations et créances rattachées	11 837		11 837	11 837	11 837	0	
Autres immobilisations financières	251 696	9 296	242 400	283 927	273 685	-31 285	
Immobilisations financières	263 533	9 296	254 237	295 764	285 522	-31 285	-11%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 140 253	2 125 803	2 014 450	1 767 801	1 847 631	166 818	9%
Matières premières et autres approv.	734 456	74 736	659 720	780 813	738 227	-78 507	
Produits intermédiaires et finis	398 048		398 048	224 528	309 272	88 776	
Stocks	1 132 504	74 736	1 057 768	1 005 341	1 047 499	10 269	1%
Clients et comptes rattachés	2 337 656	20 176	2 317 480	1 023 023	935 181	1 382 299	
Fournisseurs débiteurs	11 253		11 253	15 341	23 653	-12 400	
Personnel	8 782		8 782	3 874	4 200	4 582	
Etat, Impôts sur les bénéfices	701 346		701 346	663 196	795 923	-94 577	
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	181 840		181 840	204 266	188 333	-6 493	
Autres créances	1 011 098		1 011 098	156 544	488 614	522 485	
Créances	4 251 976	20 176	4 231 800	2 066 244	2 435 903	1 795 897	74%
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	11 447	0	0	0%
Valeurs mobilières de placement	3 000 000	49 246	2 950 754	3 776 247	3 726 396	-775 642	
Disponibilités	1 277 872		1 277 872	3 740 434	2 856 330	-1 578 458	
Trésorerie	4 277 872	49 246	4 228 626	7 516 681	6 582 726	-2 354 100	-36%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	9 662 352	144 158	9 518 194	10 599 713	10 066 128	-547 934	-5%
Charges constatées d'avance	105 268		105 268	100 460	93 761	11 507	
Ecarts de conversion - Actif	1 475		1 475	0	2 516	-1 041	
Comptes de régularisation	106 743	0	106 743	100 460	96 277	10 466	11%
TOTAL ACTIF	13 909 347	2 269 961	11 639 387	12 467 974	12 010 036	-370 650	-3%

2.2 BILAN PASSIF

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016	Variation 31/12/16 - 30/06/16	
				Abs	%
Capital social ou individuel	289 463	289 463	289 463	0	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	8 308 160	8 309 960	8 308 160	0	
Bons de souscription d'actions	1 800	0	1 800	0	
Réserve légale	15 800	15 800	15 800	0	
Autres réserves	890 062	890 062	890 062	0	
Report à nouveau	-1 302 194	-180 729	-180 729	-1 121 465	
Résultat de l'exercice	-572 012	-479 876	-1 121 465	549 452	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	7 631 078	8 844 680	8 203 090	-572 012	-7%
Avances conditionnées	1 180 000	1 330 000	1 255 000	-75 000	
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	1 180 000	1 330 000	1 255 000	-75 000	-6%
Provisions pour risques	24 642	71 171	48 114	-23 472	
Provisions pour charges	241 014	172 408	212 824	28 190	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	265 656	243 579	260 938	4 718	2%
Emprunts bancaires	285 179	400 398	345 499	-60 320	
Découverts et concours bancaires	0	1 469	0	0	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	285 179	401 867	345 499	-60 320	-17%
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	0	0	13 446	-13 446	-100%
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	9 181	0		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 028 155	804 148	885 677	142 478	16%
Personnel	490 207	146 230	381 347	108 860	
Organismes sociaux	372 648	310 513	279 194	93 453	
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	149 629	194 604	174 243	-24 613	
Autres dettes fiscales et sociales	27 281	22 194	61 900	-34 619	
Dettes fiscales et sociales	1 039 765	673 541	896 684	143 080	16%
Autres dettes	41 218	7 919	21 911	19 308	
Produits constatés d'avance	168 336	153 059	127 790	40 546	
TOTAL DETTES	2 562 653	2 049 715	2 291 006	271 647	12%
Ecarts de conversion - Passif			0	0	
TOTAL PASSIF	11 639 387	12 467 974	12 010 036	-370 649	-3%

2.3 COMPTE DE RESULTAT

<i>Montants exprimés en euros</i>	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016	Variation 31/12/16 - 31/12/15	
				Abs.	%
Ventes de biens	2 473 973	1 897 439	3 811 070	576 534	
Prestations de services	1 140 350	1 044 380	2 288 230	95 970	
Chiffre d'affaires net	3 614 323	2 941 819	6 099 299	672 504	23%
Production immobilisée	392 229	231 228	507 707	161 001	
Subventions d'exploitation	0	0	705	0	
Reprises sur provisions et transferts de charges	56 243	59 923	91 786	-3 680	
Autres produits	1 105	11 734	1 904	-10 629	
Total Produits d'exploitation	4 063 901	3 244 704	6 701 402	819 197	25%
Achats de marchandises	20 806	10 575	19 475	10 231	
Achats de matières premières	877 918	694 331	1 594 800	183 587	
Variation de stock	-33 769	73 981	17 199	(107 750)	
Marge brute hors sous-traitance	2 749 368	2 162 932	4 467 826	586 436	27%
Autres achats et charges externes	1 342 459	1 070 100	2 151 367	272 359	
Impôts, taxes et vers. assim.	82 138	76 680	142 021	5 458	
Salaires et Traitements	1 498 964	1 062 027	2 297 402	436 937	
Charges sociales	629 337	455 907	982 523	173 430	
Amortissements et provisions	326 636	265 720	649 526	60 916	
Autres charges	4 695	9 735	14 417	-5 040	
Résultat d'exploitation	-685 284	-474 352	-1 167 328	-210 932	44%
Produits financiers	33 589	83 773	28 152	-50 184	
Charges financières	70 131	112 009	120 355	-41 878	
Résultat financier	(36 542)	(28 236)	(92 203)	(8 306)	29%
Résultat courant	-721 826	-502 588	-1 259 531	-219 238	44%
Produits exceptionnels	23 431	2 179	62 658	21 252	
Charges exceptionnelles	23 616	33 338	49 130	-9 722	
Résultat exceptionnel	(185)	(31 159)	13 528	30 974	-99%
Impôts sur les bénéfices	(150 000)	(53 872)	(124 539)	(96 128)	
Résultat de l'exercice	-572 012	-479 876	-1 121 465	-92 136	19%
<i>Nombre d'actions</i>	2 894 625	2 894 625	2 894 625		
<i>Résultat par action</i>	-0,20	-0,17	-0,39		
<i>Nombre d'actions potentielles</i>	3 096 625	3 077 625	3 076 625		
<i>Résultat dilué par action</i>	-0,18	-0,16	-0,36		

2.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>Montants exprimés en euros</i>	31/12/2016	31/12/2015	30/06/2016
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION			
Résultat d'exploitation	(685 284)	(474 352)	(1 167 328)
<i>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>			
+ Amortissements et provisions (à l'exclusion des provisions sur actif circulant)	290 782	205 950	562 238
= Résultat brut d'exploitation	(394 502)	(268 402)	(605 090)
<i>Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation</i>			
+/- Variation des stocks	-10 269	84 573	42 415
+/- Variation des créances d'exploitation	-1 901 981	-272 507	(491 293)
+/- Variation des dettes d'exploitation	345 413	165 429	449 644
= Flux net de trésorerie d'exploitation	(1 961 340)	(290 907)	(604 325)
<i>Autres encaissements et décaissements liés à l'activité</i>			
- Frais financiers	-27 938	-42 991	(65 047)
+ Produits financiers	1 917	49 278	19 267
- Impôts sur les sociétés	229 140	76 718	76 718
- Charges exceptionnelles liées à l'activité	-23 616	-26 714	(29 667)
+ Produits exceptionnels liés à l'activité	0	0	-
- Variation des autres créances liées à l'activité	15 437	-30 619	(92 679)
+ Variation des autres dettes liées à l'activité	0	1 820	-
= Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	(1 766 400)	(263 415)	(695 733)
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT			
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-26 383	-19 424	(60 500)
- Immobilisation de frais de R&D	-412 349	-246 629	(538 402)
-Acquisition d'immobilisations corporelles	-20 964	-256 233	(310 337)
+ Cessions d'immobilisations	0	2 179	1 444
+/- Variations des immobilisations financières	33 725	-54 750	(44 508)
+/- Variation des dettes et créances relatives aux investissements			
= Flux net de trésorerie lié aux opérations d'Investissement (B)	(425 970)	(574 857)	(952 303)
FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT			
+ BSA exercés	0	1 800	1 800
+ Emissions d'emprunts	0	1 090 000	1 090 000
- Remboursements d'emprunts	-133 897	-154 010	(282 941)
+/- Variation des comptes courants d'associés	-13 446	-6 483	6 963
+ Subventions d'investissements reçues	0		
+/- Variation des dettes et créances relatives aux opérations de financement	-13 536	-34 523	(42 611)
= Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(160 879)	896 784	773 211
VARIATION DE TRESORERIE (A+B+C)	(2 353 249)	58 512	(874 825)
+ Trésorerie d'ouverture	6 581 874	7 456 699	7 456 699
= Trésorerie de clôture	4 228 625	7 515 211	6 581 874

2.5 ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

2.5.1 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La préparation des états financiers nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs futures sont susceptibles de différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes périodes ultérieures affectées.

Immobilisations incorporelles

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les coûts correspondants aux développements de projets sont reconnus en actif incorporel lorsque les critères suivants sont remplis :

- La société a la capacité technique de conduire le projet de développement à son terme.
- La société a l'intention de conduire le projet de développement à son terme et de le l'utiliser ou de le vendre.
- La société a la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- La société dispose des ressources nécessaires (techniques, financières et autres) afin de terminer la mise au point du développement et d'utiliser ou de commercialiser le produit développé.
- Il existe une probabilité élevée que les avantages économiques futurs attribuables aux produits développés aillent à la société.
- Les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle pendant son développement peuvent être mesurées de façon fiable.

Les dépenses de développement qui ne respectent pas ces critères sont reconnues en charges de l'exercice.

Les coûts de développement activés concernent essentiellement des frais de personnel et des frais de normalisation, et sont amortis sur 4 ans.

Les immobilisations incorporelles peuvent faire l'objet d'une dépréciation au cas par cas, lorsque leur valeur actuelle devient inférieure à leur valeur comptable. Les dépréciations sont directement inscrites à l'actif en diminution de la valeur des éléments correspondants.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, la méthode des composants est utilisée en fonction de la durée de vie restante de chaque composant distinct dès lors qu'elle est applicable. Les périodes d'amortissements pratiquées sont les suivantes :

- Matériel de laboratoire de 3 à 5 ans
- Matériel de bureau 3 ans
- Matériel informatique 3 ans
- Mobilier de bureau 5 ans

Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participations est constituée du coût d'achat de ces titres. Les frais d'acquisition sont pris en charge l'année où ils interviennent. A chaque clôture, une dépréciation est constituée lorsque la valeur brute des titres est supérieure à l'estimation de la valeur d'utilité des titres concernés.

Stocks

Le stock de matières premières est valorisé selon la méthode du PMP.

Les produits intermédiaires et finis sont valorisés à leur coût de production comprenant les consommations et les charges de production.

Chaque catégorie de stocks fait l'objet d'un examen détaillé portant à la fois sur les volumes et la qualité des stocks et, si nécessaire, des dépréciations sont constituées pour tenir compte des risques de non utilisation, de péremption.

11/19

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas et sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les conditions générales de vente garantissent à la Société la propriété des biens vendus jusqu'au paiement intégral des sommes qui lui sont dues. Par conséquent, les créances figurant au poste « Créances clients » et résultant de la vente de biens sont assorties de cette garantie.

Disponibilités

Les disponibilités sont composées principalement de dépôts à terme rémunérés et de liquidités sur des comptes courants bancaires. Les VMP sont évaluées selon la méthode dite FIFO.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes font l'objet de provisions le cas échéant.

Le montant disponible restant en tirage sur le factor est comptabilisé en trésorerie.

Subventions et avances conditionnées

La Société bénéficie d'aides publiques sous forme de subventions d'exploitations ou d'avances conditionnées.

Les subventions reçues sont enregistrées dès que la créance correspondante devient certaine, compte tenu des conditions posées à l'octroi de la subvention.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits courants en tenant compte, le cas échéant, du rythme des dépenses correspondantes de manière à respecter le principe de rattachement des charges aux produits.

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la Société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « Autres fonds propres ».

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation contractuelle (juridique ou implicite) résultant d'évènements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée. Cette approche est conforme à la règle comptable 2000-06 du CRC.

La Société a décidé de comptabiliser, depuis l'exercice clos le 30 juin 2014, une provision pour garanties données aux clients. La garantie des produits portant sur 2 ans, la dotation aux provisions constituée à la clôture de chaque exercice, est établie en fonction du chiffre d'affaires de l'année écoulée et est reprise pour 2/3 l'année n+1 et pour 1/3 l'année n+2.

Opérations en devises

12/19

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan au poste « Ecart de conversion ». Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risque, pour leur totalité.

Dettes

Les dettes sont évaluées à leur montant nominal. Des intérêts courus sont comptabilisés le cas échéant.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les revenus de la société résultent :

- De ventes de produits et de logiciels
- De prestations de services
- De contrats de maintenance
- De management fees

Les revenus provenant de la vente de produits ou de logiciels sont enregistrés en chiffre d'affaires lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur. Ils sont évalués à la valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir nets des avantages accordés aux clients et nets d'escompte.

Les revenus découlant des prestations de services sont comptabilisés à l'issue de la réalisation des prestations.

Lors d'une installation de capteurs, les produits eux-mêmes sont reconnus en « facture à établir » dès leur expédition au client, la facture elle-même n'étant enregistrée qu'à l'issue de la prestation d'installation, qui intervient en général dans les 15 jours de l'expédition des capteurs.

Les revenus des contrats de maintenance sont reconnus en fonction des prestations assurées, et dans le cas d'abonnements, les revenus sont répartis sur toute la durée du contrat.

Crédit d'impôt

La société justifie de dépenses remplissant les critères requis pour bénéficier des crédits d'impôt recherche et innovation. Ces crédits d'impôts sont déterminés conformément à la réglementation en fonction des dépenses engagées sur les projets concernés. Le produit d'impôt ainsi généré est comptabilisé sur l'exercice concerné dans le poste « Impôts sur les sociétés ».

Résultat par action

13/19

Le résultat par action est calculé à partir du résultat et du nombre d'actions en circulation à la clôture de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé à partir du résultat et du nombre d'actions potentiellement en circulation en cas d'exercice de tous les instruments donnant accès au capital actifs à la date de clôture.

2.5.2 Notes relatives au bilan

Immobilisations incorporelles et amortissements

Montants exprimés en euros	30/06/2016	Augmentations de l'exercice	Virement de poste à poste	Sorties de l'exercice	31/12/2016
Fonds commercial	39 907				39 907
Frais de R&D	1 759 208	205 013	421 338		2 385 559
Autres immobilisations incorporelles	386 004	26 383			412 387
Immobilisation en cours	593 295	207 336	-421 338		379 293
TOTAL VALEURS BRUTES	2 778 414	438 732	0	0	3 217 146
Frais de R&D	-1 350 063	-151 370			-1 501 433
Autres immobilisations incorporelles	-208 166	-58 140			-266 306
TOTAL AMTS. ET DEPRECIATIONS	-1 558 229	-209 510	0	0	-1 767 739
TOTAL VALEURS NETTES	1 220 185	229 222	0	0	1 449 407

Immobilisations corporelles et amortissements

Montants exprimés en euros	30/06/2016	Augmentations de l'exercice	Virement de poste à poste	Sorties de l'exercice	31/12/2016
Matériel industriel	196 434				196 434
Outillage industriel	91 495	9 101			100 596
Installations générales	187 729				187 729
Matériel de bureau et informatique	21 187	4 224			25 411
Matériel affecté à la R&D	58 811	3 692			62 503
Mobilier	82 955	3 948			86 903
TOTAL VALEURS BRUTES	638 611	20 964	0	0	659 575
Matériel industriel	-120 781	-13 539			-134 320
Outillage industriel	-64 326	-6 606			-70 932
Installations générales	-30 578	-18 270			-48 848
Matériel de bureau et informatique	-17 607	-1 438			-19 045
Matériel affecté à la R&D	-46 728	-4 473			-51 201
Mobilier	-16 667	-7 755			-24 422
TOTAL AMTS. ET DEPRECIATIONS	-296 687	-52 081	0	0	-348 768
TOTAL VALEURS NETTES	341 924	-31 117	0	0	310 807

Immobilisations financières

Montants exprimés en euros	30/06/2016	Augmentations de l'exercice	Diminution de l'exercice	31/12/2016
Titres de participation	11 837			11 837
Dépôts et cautionnements versés	113 776			113 776
Autres immobilisations financières	169 341	55 346	-86 769	137 918
TOTAL VALEURS BRUTES	294 954	55 346	-86 769	263 531
TOTAL DEPRECIATIONS	-9 433	-9 296	9 433	-9 296
TOTAL VALEURS NETTES	285 522	46 050	-77 336	254 235

Etat des créances par échéances

Créances de l'actif immobilisé <i>Montants exprimés en euros</i>	Montant brut	A moins d'1 an	A plus d'1 an
Dépôts et cautionnements versés	113 777		113 777
Autres immobilisations financières	137 919		137 919
TOTAL	251 696	0	251 696

Créances de l'actif circulant <i>Montants exprimés en euros</i>	Montant brut	A moins d'1 an	A plus d'1 an
Clients et comptes rattachés	2 317 480	2 317 480	
Fournisseurs débiteurs	10 613	10 613	
Personnel	8 782	8 782	
Etat, impôts et taxes	701 346	517 197	184 149
Débiteurs divers	1 011 098	1 011 098	
Avances et acomptes versés s/ commandes	640	640	
Charges constatées d'avance	105 268	105 268	
TOTAL	4 155 228	3 971 079	184 149

Autres fonds propres

Les « Autres fonds propres » d'un montant de 75.000 euros au 31 décembre 2016, sont constitués exclusivement d'emprunts conditionnés.

Provisions et dépréciations

Provisions sur Actif circulant <i>Montants exprimés en euros</i>	30/06/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	31/12/2016
Sur stocks	51 236	23 500		74 736
Sur créances clients	21 579	7 757	-9 161	20 175
Sur valeurs mobilières de placement	68 969		-19 723	49 246
TOTAL	141 785	31 257	-28 884	144 158

Provisions pour risques et charges <i>Montants exprimés en euros</i>	30/06/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	31/12/2016
Sur garanties données aux clients	12 167	5 597	-4 597	13 167
Sur Indemnités de Départ en Retraite	212 824	28 190		241 014
Pour risques	33 431		-23 431	10 000
Sur écart de conversion actif	2 516	1 475	-2 516	1 475
TOTAL	260 938	35 262	-30 544	265 656

Dettes financières

Dettes Financières <i>Montants exprimés en euros</i>	Montant brut	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Avances conditionnées	1 180 000	90 000	1 090 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
• à moins de 1 an, à l'origine	0			
• à plus de 1 an, à l'origine	279 784	119 685	160 099	
Intérêts courus sur emprunts et avances	5 395	5 395		
Intérêts courus sur commissions bancaires	0	0		
TOTAL	1 465 179	215 080	1 250 099	0

Variation des dettes financières <i>Montants exprimés en euros</i>	30/06/2016	Nouveaux emprunts	Remboursements	31/12/2016
Avances conditionnées	1 255 000		75 000	1 180 000
Emprunts bancaires	338 681		58 897	279 784
TOTAL	1 593 681	0	133 897	1 459 784

Etat des dettes d'exploitation par échéances

Dettes d'exploitation <i>Montants exprimés en euros</i>	Montant brut	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	1 028 155	1 028 155		
Clients avances et acomptes perçus	39 690	39 690		
Dettes fiscales et sociales	1 039 765	1 039 765		
Groupe et associés	0	0		
Autres dettes	1 528	1 528		
Produits constatés d'avance	168 335	168 335		
TOTAL	2 277 473	2 277 473	0	0

Capital social

Le capital social est de 289.462,50 € au 31 décembre 2016 : il est composé de 2.894.625 actions de 0,10€ de nominal, entièrement libérées, et ayant toutes les mêmes droits. Les actions nominatives détenues depuis au moins deux ans bénéficient de droits de vote double.

Instrument financiers donnant accès au capital

Dans le cadre d'une politique de motivation des principaux cadres du groupe, Oceasoft a consenti des stock-options à certains de ses salariés.

Le tableau ci-après résume les options de souscriptions et les bons de souscriptions acquis et non-levés au 31 décembre 2016. Vingt mille options de souscription d'actions ont été attribuées à deux managers au cours de la période.

Plan	Date d'octroi	Nombre d'options attribuées	Nombre de BSA attribuées	Prix d'exercice (€)	Maturité du plan
OSA 2014	CA du 03/12/2014	180 000		9	entre 1 et 3 ans
BSA 2014	CA du 13/05/2015		2 000	9	entre 1 et 2 ans
OSA 2015	CA du 09/12/2016	20 000		9	entre 2 et 3 ans

Aucune levée d'options ou de bons n'a été réalisée au cours de l'exercice et depuis la clôture.

Sur la base du nombre d'actions existantes au 31 décembre 2016, 1% du capital avant exercice des options et bons attribués, représenterait 0,935% du capital post exercice, et sur la base de la situation nette au 31 décembre 2016, le montant des capitaux propres par action passerait de 2,64 euros à 2,46 euros.

Actions Propres

La Société a conclu, le 23 janvier 2015, avec Portzamparc Société de Bourse, un contrat de liquidité et y a affecté la somme de 200 k€. Dans le cadre de ce contrat, au cours du semestre écoulé, 15.779 actions ont été achetées au cours moyen 5,92 euros par action, et 25.217 actions ont été vendues au cours moyen de 5,90 euros par action.

La Société n'a pas procédé au rachat de ses propres actions pour d'autres motifs.

Les actions détenues au travers de ce contrat sont présentées au bilan en « Autres immobilisations financières ».

Compte tenu des achats et ventes effectués au cours de l'exercice, le solde du contrat de liquidité était de 10.992 actions au 31 décembre 2016. A cette date, la valeur en portefeuille s'élevait à 68.653 euros, sur la base du cours de clôture au 31 décembre, soit 5,40 euros.

Variation des capitaux propres

Montants exprimés en euros	Capital social	Primes émission	BSA	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total
SOLDE AU 30/06/2016	289 463	8 308 160	1 800	905 862	-180 729	-1 121 465	8 203 090
Affectation du résultat 2015					-1 121 465	1 121 465	0
Résultat de l'exercice						-572 012	-572 012
SOLDE AU 31/12/2016	289 463	8 308 160	1 800	905 862	-1 302 194	-572 012	7 631 078

Le résultat de l'exercice clos le 30 juin 2016 a été affecté au report à nouveau conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 09 décembre 2016.

Entreprises liées

17/19

Eléments concernant les entreprises liées	31/12/2016	30/06/2016
<i>Montants exprimés en euros</i>		
POSTES DU BILAN (VALEURS BRUTES)		
Participations	8 837	8 837
Créances clients et comptes rattachés	374 399	91 653
Autres créances	881 975	321 340
POSTES DU COMPTE DE RESULTAT		
Chiffre d'affaires	315 389	91 653

2.5.3 Notes relatives au compte de résultat

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

<i>Montants exprimés en euros</i>	S1 2016/2017	S1 2015/2016
France	1 487 967	1 530 487
EMEA (hors France)	549 789	524 261
AMERIQUES	1 112 610	571 474
APAC	463 957	315 597
Total chiffre d'affaires	3 614 323	2 941 819

Production immobilisée

La production immobilisée correspond aux dépenses de développement engagées par la société dans le cadre de travaux de R&D.

La valeur de la production immobilisée correspond dans son immense majorité à la rémunération des ingénieurs affectés au département R&D.

Impôts sur les bénéfices

La perte fiscale de l'exercice s'élève à 572 k€ et aucune charge d'IS n'est donc comptabilisée.

La société dispose d'une créance de carry-back s'élevant à 184 k€ consécutive à la perte de l'exercice clos le 30 juin 2015 comptabilisée dans le poste « *Etat, impôt sur les bénéfices* » et d'un déficit reportable en avant d'un montant de 1.795 k€ composé de la perte fiscale de l'exercice clos au 30 juin 2016 et du reliquat du déficit antérieur non imputé au carry-back.

Oceasoftware bénéficie de financements pour ses projets de recherche et de développement ou ses projets innovants à travers les dispositifs de crédit impôt recherche et crédit impôt innovation.

A ce titre, elle a comptabilisé sur le semestre de l'exercice, un crédit d'impôt de 150.000 euros (CIR + CII).

2.5.4 Engagements hors bilan

Les engagements donnés par la Société n'apparaissant pas au bilan sont :

- Un nantissement sur le fonds de commerce, en garantie d'un prêt de 270 k€ contracté auprès de la Banque Populaire du Sud. Le capital restant dû sur ce prêt bancaire s'élève à 165 k€
- Deux contrats de crédit-bail relatif à l'utilisation de matériel bureautique dont les principales informations sont détaillées dans le tableau ci-après :

<i>Montants exprimés en euros</i>	Redevances		
	Historiques	Exercice	Restant à payer
Crédit-bail mobilier	8 072	1 723	7 515

2.5.5 Filiales et participations

La Société détient une filiale basée aux Etats-Unis, Oceasoft Inc. au capital de 10 kUSD intégralement détenu par Oceasoft.

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice, la filiale a embauché un responsable des opérations techniques afin d'intervenir sur les prestations d'étalonnage et de démarrer l'installation du laboratoire de métrologie. La quasi-intégralité de l'activité générée par cette filiale au cours du premier semestre a été facturée de France par la société Oceasoft.

CLIENTS	Valeur brute au 30/06/2016	Valeur brute au 31/12/2016	Dépréciation au 30/06/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciation au 31/12/2016	Valeur nette au 31/12/2016
<i>Montants exprimés en euros</i>							
OCEASOFT INC.	91 653	374 399	0	0	0	0	374 399
TOTAL	91 653	374 399	0	0	0	0	374 399

COMPTES COURANTS	Valeur brute au 30/06/2016	Valeur brute au 31/12/2016	Dépréciation au 30/06/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciation au 31/12/2016	Valeur nette au 31/12/2016
<i>Montants exprimés en euros</i>							
OCEASOFT INC.	321 340	881 975	0	0	0	0	881 975
TOTAL	321 340	881 975	0	0	0	0	881 975